

Le SAVT et l'Autonomie Valdôtaine

Notre Statut d'Autonomie, loi Constitutionnelle (italienne), n'est plus respecté. Il semble nécessaire, pour le Gouvernement italien, de transformer le rapport entre État et Région dans un modèle économique unique, avec un cadre politique unique et centralisé. L'État (italien), aujourd'hui, met en discussion les compétences et les soi-disant privilèges des Régions, en particulier des Régions à Statut spécial. En réalité il a décidé d'en finir avec le modèle économique autonomiste et fédéraliste et d'instaurer un nouveau centralisme.

Pour la Vallée d'Aoste, communauté autonome, adhérer aux politiques de l'État italien est un suicide politique et économique. Un suicide économique parce que les mesures, prises par l'État, ne servent ni à créer des emplois, ni à stimuler l'économie (il suffit de voir la dernière réforme du travail, le Jobs Act) (et l'appauvrissement du budget régional de la part de l'État n'est plus supportable). Baisser les salaires, alors que les prix augmentent et que les services de base sont privatisés, réduire les prestations, alors que le chômage s'accroît c'est rendre plus pauvre la communauté valdôtaine tout entière. C'est un suicide politique, parce que le Gouvernement italien est en train de mettre fin aux pouvoirs et à nos instruments politiques qui nous permettraient de sortir de cette situation. Si ce cadre politique, aujourd'hui, ne sert pas à développer des politiques autonomes on ne peut que conclure qu'il faut en trouver un autre.

L'alternative pour le Pays valdôtain : la subordination totale ou la sortie

Trois sont, donc, les décisions à prendre : ne pas appliquer « tout court » les mesures du Gouvernement italien, mais vérifier toujours, au préalable, leur impact sur la réalité valdôtaine ; renégocier avec l'État l'accord sur le fédéralisme fiscal afin d'assurer la certitude des recettes du budget de la Région ; mettre sur la table un nouveau plan institutionnel intégral pour réaliser des politiques qui nous permettent de sortir de la crise.

Le choix est très clair : ou la subordination et l'uniformisation à un État qui a choisi de ne pas faire d'investissements sociaux pour surmonter la crise, ou l'autogouvernement, pour réaliser des politiques régionales et prendre des décisions au-delà des obligations législatives imposées par l'État italien. Voilà la décision qu'il faut adopter. Il revient à la société valdôtaine de la prendre et au domaine politique de la respecter, dans une logique constructive et pluraliste, partagée par tous les valdôtains, de souche et d'adoption. Nous devons passer du « j'applique les réformes de l'État parce qu'elles sont obligatoires » au « je ne peux pas les appliquer, parce que la société valdôtaine les a refusées » sur la base des compétences prévues par notre Statut d'Autonomie.

L'autonomie statutaire

Notre autonomie n'est pas un ensemble de privilèges, comme quelqu'un mal informé ou, mieux encore, en mauvaise foi, essaye de faire croire. Au cours des dernières décennies, les importantes disponibilités financières du budget régional nous ont porté à déléguer à la Région toute initiative économique ou action de développement, entraînant ainsi irresponsabilité individuelle et collective. De plus un nouveau modèle de développement, se, fondant sur un projet défini et des priorités clairement énoncées, s'avère nécessaire et indispensable. Nous croyons, donc, que le moment est venu, comme nous l'avons affirmé au cours de notre dernier congrès, de faire des choix stratégiques importants pour notre futur, pour le futur de notre Pays d'Aoste. Nous devons agir pour créer une nouvelle société valdôtaine et remettre « la personne » au centre de notre attention et de notre action. Assumer nos responsabilités signifie poser à toute la collectivité valdôtaine des priorités, pour construire ensemble notre futur et faire des choix partagés et solidaires pour une redistribution équitable de la richesse. La solidarité et la responsabilité doivent être, donc, l'élément central du changement.

Dans un moment très particulier, tel que celui que nous vivons aujourd'hui sur le plan social, financier et économique, où des profondes réformes de l'organisation de l'État vont être mises en place, il faut être attentifs et extrêmement vigilants afin que notre autonomie ne soit pas amoindrie ou, pire encore, effacée et modifier nos agissements.

Le SAVT réclame, donc, avec force, le respect de tous nos droits et spécificités culturelles, linguistiques et financières. Nous voulons contribuer à l'effort commun, mais tout en tenant compte de notre dimension montagne et de nos compétences, vu que la plus grande partie des fonctions étatiques et les dépenses y afférentes sont en Vallée d'Aoste attribuées, soutenues et financées par le budget de la Région.